



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES N°2024-020-DSI-NB

Objet :

Tierce maintenance applicative (TMA) des sites internet du Conseil d'Etat, des juridictions administratives et des juridictions administratives spécialisées.

Service acheteur :

Conseil d'État – Direction des systèmes d'information

Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert

Sommaire

1.	OBJET, PERIMETRE ET PROCEDURE	3
2.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
3.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
4.	REGIME FINANCIER DU MARCHE.....	23
4.1.	Forme et contenu des prix	23
4.2.	Variation des prix	23
4.3.	Dégressivité du prix forfaitaire annuel de la section 3 (maintenance standard)	24
4.4.	Clause de sauvegarde.....	24
4.5.	Avance.....	24
4.6.	Modalités financières	25
4.6.1.	Répartition des paiements	25
4.6.2.	Retenue de garantie	25
4.6.3.	Délais de paiement et intérêts moratoires	25
4.6.4.	Modalités de facturation	25
4.6.5.	Cession ou nantissement de créances.....	26
4.6.6.	Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande	27
4.6.7.	Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	27
5.	DISPOSITIONS DIVERSES.....	28
5.1.	Echanges dématérialisés	28
5.2.	Langue utilisée	28
5.3.	Sous-traitance	28
5.4.	Propriété intellectuelle et utilisation des résultats	29
5.5.	Assurances.....	29
5.6.	Dispositif de vigilance	30
5.7.	Résiliation	30
5.7.1.	Résiliation pour faute du titulaire	30
5.7.2.	Résiliation pour motif d'intérêt général	31
5.7.3.	Résiliation pour non-respect de la clause de sauvegarde.....	31
5.8.	Réalisation des prestations aux frais et risques du titulaire.....	31
5.9.	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	31
5.10.	Prolongation du délai d'exécution des prestations	32
5.11.	Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire d'un groupement conjoint	32
5.12.	Litiges et contentieux.....	33
6.	Dérogations au CCAG-TIC applicable.....	33

1. OBJET, PERIMETRE ET PROCEDURE

1.1. Objet

La consultation a pour objet la réalisation de prestations de tierce maintenance applicative des sites internet du Conseil d'Etat, des juridictions administratives et des juridictions administratives spécialisées.

Le marché public se décompose comme suit :

- Section 1 – Initialisation des prestations ;
- Section 2 – Prise en charge de la maintenance des sites ;
- Section 3 – Maintenance standard (corrective et préventive) ;
- Section 4 – Maintenance évolutive et adaptative ;
- Section 5 – Assistance technique et réalisation de travaux spécifiques ;
- Section 6 - Comitologie
- Section 7 – Réversibilité/transférabilité ;

Les spécifications techniques sont décrites dans le CCTP.

1.2. Modalités de passation

Le présent marché public est passé conformément aux dispositions des articles L 2124-2, R.2124-1 et R.2124-2 1° du code de la commande publique sous la forme d'une procédure d'appel d'offre ouvert.

1.3. Lieu d'exécution des prestations

Les prestations relatives aux différentes missions s'exécutent dans les locaux du titulaire hormis celles mentionnées dans le CCTP qui ont vocation à se dérouler sur site telles que des comités de pilotage, les transferts de compétence par exemple.

Les prestations sur site seront réalisées dans les locaux du Conseil d'Etat à Paris intra-muros et exceptionnellement à Montreuil (93).

1.4. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire composite correspondant pour partie à un marché avec une partie fixe réglée à prix forfaitaires et une partie variable exécutée exclusivement à bons de commande émis au fur et à mesure de la naissance du besoin et réglée à prix mixtes :

- ↳ La partie fixe est composée des sections 1, 2 et 3. Les prix appliqués seront ceux indiqués dans le cadre de réponse financier (annexe 1 à l'acte d'engagement).
- ↳ La partie variable relevant de l'accord-cadre est composée de toutes les autres sections et sera exécutée exclusivement au moyen de bons de commande en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Les prix appliqués seront ceux indiqués dans le cadre de réponse financier (annexe 1 à l'acte d'engagement).

Les spécifications, les conditions d'exécution et les prix sont fixés par les documents du marché.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum par période, **montants plafonds correspondants aux prestations exécutées par bons de commande** :

- Montant maximum période ferme (2 ans) : 225 000,00 € HT
- Montant maximum période 1 de reconduction (1 an) : 125 000,00 € HT
- Montant maximum période 2 de reconduction (1 an) : 150 000,00 € HT

Lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par le pouvoir adjudicateur, les prestations de la partie variable ne pourront plus être commandées.

Les bons de commande pourront être émis (si le montant maximum du marché n'est pas atteint) jusqu'à la date d'échéance du marché reconductions comprises. Ils pourront produire leurs effets **jusqu' à trois mois après cette échéance** à la condition que le montant maximum de la dernière période prévu ci-dessus ne soit pas atteint.

1.5. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de deux (2) années fermes à compter de sa notification au titulaire. Il pourra faire l'objet de deux (2) reconductions tacites pour une durée de douze (12) mois chacune.

La durée totale du marché public ne pourra être supérieure à quatre (4) ans.

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire le marché public, il en informera le titulaire par décision expresse dans un délai de trois mois précédant la date d'échéance de la période en cours.

La non-reconduction appliquée dans les conditions sus-énoncées, ne saurait être considérée comme une résiliation et ne donnera lieu à aucune indemnisation.

Le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction.

1.6. Allotissement

Le présent marché public n'est pas alloti. En effet, l'allotissement serait de nature à rendre l'exécution des prestations techniquement difficile.

1.7. Réalisation de prestations similaires

En application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent contrat. A cet effet, un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables sera engagée. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

- L'acte d'engagement (AE_2024-020-DSI-NB) et son annexe (Annexe_AE_2024-020-DSI-NB) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP_2024-020-DSI-NB) et son annexe (RGPD) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP_2024-020-DSI-NB) et son annexe (PAQM) ;
- Le fichier éventuel de questions/réponses ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché ainsi que ses avenants ;
- L'offre technique du titulaire répondant au cadre de réponse technique.

Seuls les documents conservés au sein des archives de l'administration font foi.

Le titulaire est réputé avoir pleine connaissance du code de la commande publique, du CCAG-TIC applicable, du Code de l'environnement, du Référentiel général d'écoconception des services numériques dans sa dernière version en vigueur, qui sont disponibles sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>.

3. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de technique de l'information et de la communication en vigueur (CCAG-TIC), dès la notification du marché public, le titulaire et le pouvoir adjudicateur désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché public. Ils notifient cette désignation respectivement au pouvoir adjudicateur et au titulaire du marché public.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché public.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification de l'interlocuteur désigné.

3.2 Condition d'exécution des prestations

3.2.1 Généralités

Le titulaire effectue les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents visés à l'article 2 du présent CCAP et veille notamment :

- ☞ A informer sans délai l'acheteur de toute difficulté rencontrée dans l'exécution de l'accord-cadre ;
- ☞ A tenir l'acheteur informé périodiquement sur le déroulement de l'accord-cadre (ceci incluant en tant que de besoin une information relative à l'exécution des bons de commande) ;
- ☞ A respecter les engagements à sa charge figurant dans le présent accord-cadre.

Plus globalement, le titulaire s'oblige à mettre en œuvre tous les moyens possibles, compte-tenu des règles de l'art, pour satisfaire aux objectifs du présent accord-cadre.

3.2.2 Remplacement des intervenants

Ces précisions sont apportées à l'article 4.4 du CCTP.

3.2.3 Définitions

L'article 2 du CCAG-TIC et 3.3 du CCTP s'appliquent.

Par ailleurs, il est rappelé que conformément à l'article 38 du CCAG-TIC :

Par « tierce maintenance applicative », on désigne les prestations qui consistent à conserver un système d'information dans un état lui permettant de remplir sa fonction. Ces prestations de maintien en condition opérationnelle et de maintien en condition de sécurité s'exécutent à titre préventif ou correctif.

Elles peuvent également concerner des prestations d'évolution ou d'adaptation des logiciels/applications. Ces services peuvent être rendus sur le site de l'acheteur ou à distance dans les locaux du titulaire.

- Par « **préventif** », on entend les mesures d'entretien exécutées pour éviter la survenance d'anomalies.
- Par « **correctif** », on entend les mesures consistant à corriger les anomalies.
- Par « **évolutif** », on entend les mesures de maintenance visant à faire évoluer une ou plusieurs applications, afin d'intégrer de nouvelles fonctions, d'en améliorer le fonctionnement et l'ergonomie ou de prendre en compte de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires.
- Par « **adaptatif** », on entend les mesures d'entretien et de maintenance permettant d'absorber des modifications de l'environnement technique d'exécution, comme les mises à jour ou les changements de systèmes d'exploitation, de bases de données, d'interfaces d'échange ou plus généralement des composants techniques et bibliothèques logicielles.

3.2.4 Prestations à réaliser

Les prestations attendues sont décrites précisément au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les prestations pour lesquelles le titulaire s'engage ainsi que la méthodologie et les modalités de leur exécution sont précisées dans son offre, telle que retenue par l'acheteur.

De manière synthétique, les prestations de Tierce Maintenance Applicative se composent des prestations suivantes avec tout ce qu'elles recouvrent décrit de façon détaillée dans le CCTP :

- L'initialisation et les études spécifiques (la prise de connaissance, étude d'impact de changement, spécifications fonctionnelles) ;
- La prise en charge de la maintenance des sites internet ;
- La maintenance corrective et préventive ;
- La maintenance évolutive et adaptative ;
- Les prestations d'accompagnement de l'acheteur (intégration sur site, transfert de compétences techniques et/ou fonctionnelles, ...) ;
- La réversibilité/transférabilité, partielle ou totale ;

Les prestations non couvertes par le présent accord-cadre sont :

- L'hébergement
- La maintenance d'applications autres que celles spécifiées dans l'objet qui fonctionneraient en chaînage avec elles ;
- Le matériel supportant les applications, les accessoires et fournitures ;
- La formation complémentaire des utilisateurs autre que celle éventuellement prévue dans les charges.

3.2.5 Calendrier et déclenchement des prestations

Le calendrier de réalisation est remis par le titulaire dans son offre, il est établi à partir des délais impératifs tels qu'ils figurent au CCTP et présent CCAP.

Ce calendrier pourra faire l'objet de précisions au début de chaque prestation sur accord entre l'acheteur et le titulaire.

Sauf application des dispositions de l'article 13.3 du CCAG-TIC, en cas de dépassement d'un quelconque des délais prévus au cahier des charges, le titulaire s'expose à des pénalités.

➤ **Phase d'initialisation et prise en charge de la maintenance des sites (sections 1 et 2)**

La phase d'initialisation démarre à compter de la notification de l'accord-cadre et suivant les étapes détaillées au CCTP.

L'admission des prestations de la section 1 emporte le déclenchement des prestations de la section 2.

➤ **Tierce maintenance standard (section 3)**

Les prestations de maintenance corrective et préventive débuteront à l'issue des phases correspondant aux prestations couvertes par les sections 1 et 2.

La durée de la 1ère année de maintenance standard (TS) sera diminuée de la durée de la phase d'initialisation et de prise en charge de la maintenance des applications. Le cumul en durée de la phase d'initialisation, de la prise en charge de la maintenance des applications et de la TS année 1 ne pourra donc dépasser 12 mois.

Le prix forfaitaire de l'année 1 de la TS tel que fixé dans l'annexe financière sera par conséquent proratisé par rapport à la durée réelle de celle-ci.

➤ **Prestations à bon de commande**

Toutes les autres prestations sont des prestations devant faire l'objet de l'émission de bons de commande. Les délais d'exécution des prestations ponctuelles demandées au titulaire figurent dans son offre en conformité avec les exigences du cahier des charges sauf précision sur chaque bon de commande adressé au titulaire par l'acheteur. Ces délais sont impératifs et ont valeur contractuelle, ils conditionnent l'admission des prestations.

3.2.6 Délais d'exécution

☞ **Comitologie (section 6)**

Dans le cadre de la section 1 :

✓ **Réunion de lancement**

La réunion de lancement telle qu'indiquée à l'article 2.1 du CCTP, se tient dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrés suivant la notification du marché public.

Le(s) support(s) de présentation de la réunion de lancement est (sont) rédigé(s) par le titulaire qui doit le(s) adresser à la personne publique au minimum trois (3) jours ouvrés avant la tenue de la réunion de sorte que des modifications puissent être apportées, le cas échéant.

Elle donne lieu à la transmission d'un compte-rendu rédigé par le titulaire dans un délai de cinq

(5) jours ouvrés suivant ladite réunion, et soumis à la validation de la personne publique qui dispose de dix (10) jours ouvrés pour procéder à des modifications par dérogation à l'article 27 du CCAG-TIC. Passé ce délai, le compte-rendu est réputé faire l'objet d'une acceptation tacite.

Dans le cadre de la section 2 :

✓ **Réunion d'initialisation**

La réunion d'initialisation telle que définie à l'article 2.2 du CCTP, se tient dans un délai maximum de vingt (20) jours ouvrés suivant la notification de la décision d'affermissement.

Le(s) support(s) de présentation est (sont) rédigé(s) par le titulaire qui doit le(s) adresser à la personne publique au minimum trois (3) jours ouvrés avant la tenue de la réunion de sorte que des modifications puissent être apportées, le cas échéant.

Elle donne lieu à la transmission d'un compte-rendu rédigé par le titulaire dans un délai de

cinq

(5) jours ouvrés suivant ladite réunion, et soumis à la validation de la personne publique qui dispose de dix (10) jours ouvrés pour procéder à des modifications. Passé ce délai, le compte-rendu est réputé faire l'objet d'une acceptation tacite.

Dans le cadre de l'ensemble des prestations couvertes par l'accord-cadre :

✓ **Comité de pilotage**

L'ordre du jour et le support de présentation du comité de pilotage tel que défini à l'article 3.5.1 du CCTP, sont rédigés par le titulaire et doivent être adressés au plus tard trois (3) jours ouvrés avant la réunion. Le compte-rendu du comité rédigé par le titulaire doit être transmis à la personne publique dans les cinq (5) jours ouvrés qui le suivent. Sans remarque des participants dans les dix (10) jours ouvrés suivants, le compte-rendu est réputé faire l'objet d'une acceptation tacite.

Le comité de pilotage précédant la date anniversaire des marchés donne lieu à la transmission du **bilan annuel** par le titulaire à la personne publique au plus tard, cinq (5) jours ouvrés avant sa tenue.

✓ **Comité de suivi de projet**

L'ordre du jour du comité de suivi de projet tel que défini à l'article 3.5.1 du CCTP, doit être adressé aux membres du comité au plus tard un (1) jour ouvré avant la réunion. Le compte-rendu du comité doit être transmis à la personne publique dans les deux (2) jours ouvrés qui le suivent. Sans remarque des participants dans les trois (3) jours ouvrés suivants, le compte-rendu est réputé faire l'objet d'une acceptation tacite.

🔑 **Délais d'exécution de la section 1 (Initialisation des prestations)**

Le délai maximal d'exécution de l'ensemble des prestations et de livraison des livrables afférents à la section 1 (Initialisation des prestations) est de quinze (15) jours ouvrés à compter de son déclenchement.

🔑 **Délais d'exécution de la section 2 (Prise en charge de la maintenance des sites)**

Le délai maximal d'exécution de l'ensemble des prestations et de livraison des livrables afférents à la section 2 (Prise en charge de la maintenance des sites) est de soixante (60) jours ouvrés à compter de son déclenchement. La durée de la phase de recouvrement est de vingt (20) jours.

🔑 **Délais d'exécution des prestations de la section 3 (Maintenance standard) :**

- Concernant la maintenance corrective :

Les anomalies détectées dans le cadre de la maintenance standard sont signalées au titulaire par la personne publique et confirmées par tout moyen certain (courriel, enregistrement dans l'outil de signalement...). Ces dernières sont classées en catégories en fonction de leur niveau de gravité et définies dans le CCTP.

La classification de l'anomalie selon son degré de sévérité (bloquante, majeure ou mineure) est effectuée par la personne publique lors du signalement de l'anomalie au titulaire.

Une solution provisoire de contournement d'une anomalie doit être proposée par le titulaire. Tous les délais sont calculés à partir de la date et de l'heure certaine de signalement de l'anomalie.

→ **Cas d'une anomalie bloquante** : Le titulaire intervient dans un délai de deux (2) heures ouvrées.

L'indisponibilité du service est considérée comme une anomalie bloquante et doit bénéficier des mêmes délais d'intervention et de résolution.

Le délai de résolution ou à défaut, de contournement de l'anomalie est strictement inférieur à huit (8) heures ouvrées. La suspension du processus en erreur pourra être considérée comme une solution de contournement dans la limite d'une indisponibilité maximale de cinq (5) jours ouvrés.

→ **Cas d'une anomalie majeure** : Le titulaire intervient dans un délai d'un (1) jour ouvré.

Le délai de résolution, ou à défaut, de contournement de l'anomalie est strictement inférieur à cinq (5) jours ouvrés. La livraison de la correction intervient au cours d'un train de maintenance planifié.

→ **Cas d'une anomalie mineure** : Le titulaire intervient dans un délai strictement inférieur à cinq (5) jours ouvrés. La livraison de la correction intervient au cours d'un train de maintenance planifié.

- Concernant la maintenance préventive et le plan de progrès :

A compter du déclenchement des prestations de la section 3, le titulaire remet tous les ans un bilan décrivant les éléments explicités à l'article 3.3.3 du CCTP.

☞ **Délais d'exécution des prestations de la section 4 et de la section 5 :**

Pour l'ensemble des prestations des sections citées ci-dessus, les délais d'exécution sont précisés sur les bons de commande. Ceux-ci sont définis en accord avec le titulaire, selon les caractéristiques des prestations demandées.

Concernant la réalisation des devis inhérents à la section 4 et à la section 5, ceux-ci sont communiqués à la personne publique dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception par le titulaire de la demande de la personne publique.

☞ **Délais d'exécution des prestations de la section 7 (Réversibilité) :**

Le délai maximum d'exécution de la phase d'initialisation de la réversibilité est de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de la décision d'affermissement au titulaire.

Le délai maximum d'exécution de la phase formation et de transfert est de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception par la personne publique des livrables relatifs à la phase d'initialisation.

Le délai maximum d'exécution de la phase maintenance sous contrôle est de vingt (20) jours ouvrés à compter de la réception des prestations de formation et de transfert.
Le délai maximum d'exécution de la phase de support est de vingt (20) jours ouvrés pour une charge limitée à cinq (5) jours ouvrés.

En outre, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de la décision d'affermissement de la tranche optionnelle pour transmettre le plan de réversibilité.

3.2.7 Modalités particulières d'exécution et précisions de délais

Les prestations objet du présent accord-cadre, devront être conformes aux stipulations du CCTP et devront être exécutées selon le PAQM arrêté lors du lancement de la prestation, dans le cadre de la phase d'initialisation.

Le PAQM deviendra contractuel après signature du titulaire et de l'acheteur.

Pour l'ensemble des sections, les livrables attendus sont détaillés au CCTP.

Pour toutes les sections, chaque livrable prévu dans l'exécution du marché public fait l'objet d'un bon de livraison établi par le titulaire. Signé par le représentant de la personne publique, ce bon de livraison vaut date de présentation, constate le délai d'exécution et ouvre le délai de vérification du livrable concerné.

Le bon de livraison comporte obligatoirement :

- ↳ Le nom du titulaire du marché public
- ↳ Le numéro du marché public
- ↳ La référence des numéros des bons de commande
- ↳ La date de livraison
- ↳ La nature des prestations livrées
- ↳ Au moment de la livraison : le nom et la signature du destinataire

3.2.8 Emission et exécution des bons de commande

Les prestations concernées seront réalisées par le titulaire uniquement après réception d'un bon de commande établi conformément au cadre financier annexé à l'acte d'engagement et dans les conditions prévues au CCTP éventuellement précisées au bon de commande (notamment en matière de délais).

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. **Par dérogation à l'article 3 du CCAG-TIC**, en cas de commandes transmises par messagerie électronique, c'est la date et l'heure d'envoi du message électronique qui vaut notification, la messagerie de l'acheteur faisant foi. Ce dernier s'assure au préalable que l'adresse électronique du destinataire est valide.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est : la date de sa notification.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il(s) lui indique(nt) la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Les bons de commande peuvent être émis (dans la limite de l'atteinte du montant maximum) jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, **mais leur exécution doit être terminée au plus tard 3 mois suivant la fin de l'accord-cadre.**

Le bon de commande pourra être modifié à tout moment par l'acheteur en cours de réalisation d'une prestation. Dans ce cas, l'acheteur adresse un bon de commande rectificatif au titulaire par courriel. Ce courriel vaut notification.

Ce bon de commande rectificatif peut avoir un impact sur le prix initial de la commande tout en respectant le bordereau des prix du marché.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

➤ **Etablissement des bons de commande**

Les prestations de la section 4 (Maintenance évolutive et adaptative), de la section 5 (Accompagnement) et des sections 6 (comitologie) et 7 (Réversibilité de la maintenance) s'exécutent par l'émission de bons de commande, notifiés au titulaire par tout moyen faisant foi (Fax, Mail, Lettre Recommandée avec Accusé de Réception...).

Aucune prestation exécutée sans émission d'un bon de commande ne pourra donner lieu à règlement.

La prestation est considérée comme non exécutée si l'ensemble des prestations décrites au bon de commande n'est pas correctement exécuté. Dans ce cas, le titulaire encourt l'application de réfections conformément à l'article 28 du CCAG-TIC.

➤ **Contenu des bons de commande**

Chaque bon de commande comporte :

- La référence du marché public ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le nom du titulaire ;
- L'objet des prestations et les quantités à réaliser ou à livrer,
- Le(s) prix applicables HT et TTC par référence à l'annexe à l'acte d'engagement (cadre de réponse financier) ;
- Le taux et le montant de la TVA ;

- L'adresse de facturation ;
- Le délai et les modalités particulières d'exécution (délais d'exécution notamment) ;

3.2.9 Pilotage des prestations

Dès l'entrée en vigueur du présent accord-cadre, le titulaire et l'acheteur planifient :

- ☞ Une réunion de lancement qui a notamment pour objet d'en rappeler les modalités d'exécution et de mettre en place les procédures globales ;
- ☞ Un comité de pilotage et un comité de suivi opérationnel tels que définis au CCTP.

Les réunions ont lieu, sauf exception, dans les locaux de l'acheteur ou en visioconférence. Le titulaire en assure le secrétariat en rédigeant notamment le compte rendu qu'il soumet pour validation au plus tard dans les 48 heures qui suivent la fin de la réunion.

Dans ce cadre, il est précisé que toute difficulté quant à la validation d'un point quelconque du compte-rendu est soumise en premier point de l'ordre du jour du comité suivant.

Parallèlement à ces différents comités, le titulaire prend toutes les mesures permettant une information permanente et répond aux demandes de l'acheteur dans un délai maximal de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande.

3.2.10 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire garantit à l'acheteur qu'il se conforme à l'état de l'art pour les services et objets numériques fournis dans le cadre des prestations. Sur demande de l'acheteur, le titulaire fournit la preuve de cette conformité. Il précise alors les domaines concernés (interfaces web et courriels), les objets et bases d'information concernées (appareils connectés, sauvegardes de données, consoles d'administration).

3.2.11 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

En cas de groupement d'opérateurs économiques, si le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

3.3 Obligations du titulaire

3.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans ce cadre le titulaire communique notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Ce devoir de

conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord-cadre qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à alerter l'acheteur sur les imprécisions ou les incohérences du cahier des charges.

L'obligation de conseil envers l'acheteur, comprend :

- ✓ Une obligation de **renseignement** : le titulaire doit fournir les renseignements nécessaires sur les fournitures et services proposés, indiquer les spécifications techniques, les contraintes, les performances, informer l'acheteur des modifications techniques intervenues ultérieurement à la commande, fournir des renseignements exacts.
- ✓ Une obligation de conseil et de mise en garde sur les points susceptibles d'influer sur sa décision en attirant par exemple, son attention sur les éléments présentant des risques, les choix, les difficultés, la réalisation d'opérations en parallèle.

Plus particulièrement, le titulaire doit agir en permanence afin d'assurer une parfaite réversibilité ou transférabilité des prestations dont il a la charge. Pour ce faire il doit alerter l'acheteur sur toute modification ou évolution susceptible de présenter des conséquences sensibles au regard de cet objectif. Il s'engage à transmettre à l'acheteur, sur simple demande, l'ensemble des éléments dont la connaissance est nécessaire à la reprise des prestations. **Il s'engage par ailleurs à restituer au plus tard à la date de fin de l'accord-cadre, l'intégralité des éléments (fichiers, données, programme, sources, documentation, dossier technique, etc.) ayant trait à l'accord-cadre et réalisés pour le compte de l'acheteur ou lui appartenant. Le titulaire s'engage par ailleurs à n'en garder aucune copie.**

Le titulaire veille à la connaissance et au respect du règlement intérieur et des règles de sécurité en usage au Conseil d'Etat et dans toutes les juridictions concernées.

3.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations notamment les informations, si des modifications sont apportées en cours d'exécution, qui se rapportent :

- ☞ Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- ☞ À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- ☞ À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- ☞ À son adresse ou à son siège social ;
- ☞ Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

3.3.3 Obligation de résultat

Dans le cadre du présent marché public, le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat concernant l'exécution et la réalisation de toutes les prestations dans les conditions, notamment en termes de délais, définies dans les différentes pièces contractuelles.

3.3.4 Autres obligations :

Les autres obligations du titulaire sont explicitées **aux articles 5 à 9 du CCAG-TIC**.

Elles recouvrent des obligations en matière de :

- > Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail
- > Protection de l'environnement, sécurité et santé
- > Réparation des dommages
- > Assurances

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

3.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

3.5 Obligation de la personne publique

La personne publique s'engage à autoriser au titulaire l'accès aux locaux et équipements autant que nécessaire à la bonne exécution des prestations et dans les conditions qu'elle aura fixées.

3.6 Considérations sociales

Le présent accord-cadre ne comporte pas de considérations sociales.

3.7 Considérations environnementales

Les livrables du présent marché devront être fournis, en priorité (sauf exception prévue à l'article 3.11.1 du présente CCAP), sous forme dématérialisée. Le cas échéant, les livrables papiers devront être imprimés sur papier écoresponsable (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible), encres végétales, réduction des substances toxiques, etc.

Le Conseil d'Etat accordera un soin particulier à l'écoconception des différents développements. L'ensemble des sites internet respecteront le Référentiel Général d'Ecoconception des Services Numériques (RGESN), dans sa version 2. **Un objectif de conformité sera établi avec le prestataire lors de la réunion de cadrage.**

Le titulaire saura être force de proposition sur les différents indicateurs de suivi qui permettront de mesurer les impacts environnementaux à toutes les phases de vie des sites internet (conception, développement, vie du site et fin de vie du site).

Il convient au titulaire d'éviter l'installation de modules supplémentaires qui proposent des alternatives dites « vertes » générée automatiquement (version allégée du site, version sombre, ...) qui viendraient ajouter une surcouche sur une base de site déjà non optimisée. L'écoconception sera pensée comme un fil conducteur qui demandera une réflexion à chaque cycle de développement des sites internet.

3.8 Traitement de données à caractère personnel

L'acheteur est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du règlement européen (UE) n° 2016/679 du 27 Avril 2016 (RGPD). Pour ce faire, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter les termes de la convention de sous-traitance prise en application du règlement européen (UE) 2016/679 du 27 Avril 2016, telle qu'annexée au présent accord-cadre.

La signature du marché vaudra acceptation des règles décrites à l'annexe au présent CCAP.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant à la convention de sous-traitance, ou en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale prise par l'acheteur. En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relative à la protection des données personnelles, le marché pourra être résilié pour faute en application de l'article 50 du CCAG-TIC.

Respect du règlement européen de protection des données à caractère personnel (RGPD)

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Autorisation écrite préalable générale relative au règlement européen de protection des données à caractère personnel (RGPD)

Le pouvoir adjudicateur autorise le titulaire du présent marché à faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel. Ces activités de traitement sous-traitées doivent être clairement indiquées dans la déclaration de sous-traitance (DC4) soumise à l'approbation du pouvoir adjudicateur.

Lorsque le sous-traitant est présenté au moment du dépôt de l'offre, la notification du marché public vaut non opposition du pouvoir adjudicateur à la sous-traitance de ces activités de traitement de données indiquées dans la déclaration de sous-traitance.

Modifications de la sous-traitance dans le cadre de l'autorisation écrite préalable générale

Le titulaire du marché public informe le pouvoir adjudicateur de tout changement prévu concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants, donnant ainsi au pouvoir adjudicateur la possibilité d'émettre des objections à l'encontre de ces changements.

3.9 Confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le présent accord-cadre concerne des prestations de tierce maintenance applicative de sites web et de prestations associées. Dès lors, de par l'objet-même de l'accord-cadre, le titulaire peut être amené à connaître du secret des affaires de tiers lors de l'exécution.

Dans ce cadre, il ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité comme défini au présent CCAP, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts. Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Par ailleurs, le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Par ailleurs, tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Le titulaire s'engage pour l'exécution du présent marché à une obligation générale de conseil, de loyauté et de transparence de nature à garantir le respect des prescriptions de la circulaire du 19 janvier 2022 et à prévenir, en particulier, tout risque de conflit d'intérêts. Il devra être en mesure d'en rendre compte au pouvoir adjudicateur durant toute la durée d'exécution du marché.

3.10 Modification ne donnant pas lieu à avenant

Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique du titulaire sont prises en compte par l'acheteur sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès communication de l'information.

Il s'agit des modifications suivantes :

- ☞ Modification du siège social ;
- ☞ Modification du compte bancaire ;
- ☞ Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à un changement de contrôle de la société ;
- ☞ Changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

Les changements de réglementation qui s'imposent à l'acheteur et au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant. Dans ce cas, la nouvelle modification sera annexée au CCAP ou CCTP et aura la même valeur que le document auquel il est annexé.

Sont notamment concernées :

- L'évolution de la fiscalité ;
- L'évolution des normes applicables aux prestations faisant l'objet du marché (exemple : mise à jour des cahiers des clauses techniques générales, normes, etc.).

3.11 Constatation de l'exécution des prestations

3.11.1 Livraison

Les livrables seront principalement transmis sous format numérique sauf contre ordre formulé au bon de commande.

A cet effet, les points de contact seront transmis au titulaire lors de la réunion de lancement. Ces adresses sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du marché public. Le cas échéant, de nouveaux points de contact sont transmis au titulaire par la personne publique sans délai.

Les livraisons sur **support physique** se feront à l'adresse suivante :

Conseil d'Etat
Direction des systèmes d'information
98-102, rue de Richelieu
75002 Paris

Chaque livraison est accompagnée d'un bordereau de livraison émis par le titulaire. Ce bordereau de livraison comporte obligatoirement :

- le nom du titulaire du marché public ;
- Le numéro Chorus ;
- la référence du marché public ;
- la référence de la commande ;
- la date de livraison ;
- le lieu de livraison ;
- la liste des livrables transmis ;
- la nature des produits ou prestations livrés ;
- la quantité de produits ou prestations livrés ;
- la signature du destinataire (après la livraison).

Ce n'est qu'à la réception du bordereau de livraison que la personne publique pourra se prononcer sur l'admission.

En ce qui concerne les livrables, la personne publique dispose de deux (2) semaines à compter de la date de livraison pour prendre une décision d'admission, de refaction, d'ajournement, de rejet dans les conditions prévues au chapitre 5 du CCAG-TIC, et notifiée au moyen d'un procès-verbal.

3.11.2 Vérification et réception des prestations

En ce qui concerne les prestations de la section 3, à l'issue de chaque trimestre anniversaire du présent marché public, la personne publique dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrés pour établir un PV de réception. Passé ce délai et en l'absence de PV, la prestation est réputée réceptionnée.

Concernant les livrables des autres sections il sera fait application des dispositions du chapitre 5 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-TIC, l'ensemble des livrables attendus dans le cadre de la comitologie, hormis le comité de suivi de projet, est soumis à la validation de la personne publique. Celle-ci dispose d'un délai maximal de dix (10) jours ouvrés à compter de leur transmission par le titulaire, pour procéder à des modifications. Passé ce délai, le livrable est réputé faire l'objet d'une acceptation tacite. L'ensemble des livrables attendus dans le cadre d'un comité de suivi de projet est soumis à la validation de la personne publique. Celle-ci dispose d'un délai maximal de trois (3) jours ouvrés à compter de leur transmission par le titulaire, pour procéder à des modifications. Passé ce délai, le livrable est réputé faire l'objet d'une acceptation tacite.

3.11.3 VABF et VSR

Dans le cadre de la section 4, les opérations de VABF et VSR interviennent pour une version (ou Release) donnée.

Une vérification d'aptitude au bon fonctionnement (VABF) de la version est réalisée de façon globale et partagée par toute l'équipe de développement (Scrum) à la fin d'une version et portant sur l'ensemble des itérations de ladite version.

La vérification de service régulier (VSR) est également réalisée, sur la base de la VABF de la version, de façon globale et partagée par toute l'équipe de développement (Scrum) à la fin d'une version et portant sur l'ensemble des itérations de ladite version.

En cas d'anomalie détectée sur un développement encore en phase de livraison partielle, de VABF ou de VSR, celle-ci sera traitée au titre de la correction due par les prestataires de développement.

L'ensemble des livrables attendus dans le cadre de la comitologie, hormis le comité de suivi de projet, est soumis à la validation de la personne publique. Celle-ci dispose d'un délai maximal de dix (10) jours ouvrés à compter de leur transmission par le titulaire, pour procéder à des modifications. Passé ce délai, le livrable est réputé faire l'objet d'une acceptation tacite. L'ensemble des livrables attendus dans le cadre d'un comité de suivi de projet est soumis à la validation de la personne publique qui dispose d'un délai maximal de trois (3) jours ouvrés à compter de leur transmission par le titulaire pour procéder à des modifications. Passé ce délai, le livrable est réputé faire l'objet d'une acceptation tacite.

3.12 Garantie

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG-TIC, les prestations relatives à la maintenance évolutive, adaptative, font l'objet d'une garantie technique de deux mois à compter de la notification de la décision d'admission, sauf indication contraire dans les bons de commande.

Le titulaire garantit la conformité des développements aux spécifications prévues par les documents particuliers de l'accord-cadre. **A ce titre, pendant la durée de garantie, le titulaire corrige gratuitement toute anomalie de fonctionnement par rapport aux spécifications de l'accord-cadre conformément au CCAG-TIC.**

Pour l'application du présent article, l'acheteur établit un compte rendu écrit de ces anomalies en donnant tous les éléments nécessaires à leur identification par le titulaire. Ce compte rendu doit être porté à la connaissance du titulaire dès la constatation de l'anomalie par l'acheteur.

Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux corrections prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des corrections.

3.13 Pénalités et réfections

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Le candidat est informé que les pénalités peuvent être complémentaires et n'empêchent pas l'application de réfections. L'application des pénalités ne nécessitera pas de mise en demeure du titulaire.

Le titulaire ne bénéficiera pas de l'exonération de pénalités prévue à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC.

Si, sur la durée totale de l'accord cadre, des pénalités, quelle que soit leur nature, ont été appliquées au moins trois (3) fois, la personne publique se réserve la possibilité de le résilier aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

3.13.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, les prestations prévues au présent marché public sont assorties de délais contractuels qui, s'ils ne sont pas respectés, peuvent donner lieu à l'application de pénalités par la personne publique et ce, sans mise en demeure préalable. Les pénalités sont précomptées sur les paiements à faire et sont cumulables.

♦ Pour l'ensemble des sections hormis les prestations de maintenance corrective et préventive de la section 3 (Maintenance standard) :

En cas de non-respect des délais prévus au marché public ou au bon de commande, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée en fonction de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 500$$

Dans laquelle : P = montant de la pénalité

V = montant total hors taxes du montant afférent à la prestation concernée ou du montant trimestriel de maintenance standard

R = nombre de jours ouvrés de retard (8 heures ouvrées = 1 jour ouvré)

♦ Pour les prestations de maintenance corrective et préventive de la section 3 (Maintenance standard)

En cas de retards constatés relatifs aux délais d'intervention ou de résolution **des anomalies bloquantes**, le titulaire encourt des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 250$$

dans laquelle :

✓ P = montant de la pénalité,

✓ V = montant trimestriel total hors taxes de la section,

✓ R = nombre de jours ouvrés de retard (8 heures ouvrées = 1 jour ouvré)

En cas de retards constatés relatifs aux délais d'intervention ou de résolution **des anomalies non bloquantes**, le titulaire encourt des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 500$$

dans laquelle :

- ✓ P = montant de la pénalité,
- ✓ V = montant trimestriel total hors taxes de la section,
- ✓ R = nombre de jours ouvrés de retard (8 heures ouvrées = 1 jour ouvré)

♦ **Comitologie et livrables attendus :**

En cas de constatation de retard dans la transmission des différents comptes rendus et des livrables attendus au titre de la comitologie et prévus au CCTP, le titulaire encourt une pénalité de cinquante (50) euros par jour ouvré de retard.

♦ **Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance :**

En cas de constatation de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance, le titulaire encourt une pénalité de cinquante (50) euros par jour ouvré de retard.

3.13.2 Pénalités pour indisponibilité des sites internet

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-TIC, si le titulaire ne respecte pas les durées maximales d'indisponibilité mensuelle du service fixées au CCTP celui-ci encourt les pénalités d'indisponibilité fixées ci-après :

La pénalité est fixée à 200 € par tranche de 10 minutes d'indisponibilité

3.13.3 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées au présent CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- ✓ En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles **n'impliquant pas des données à caractère personnel** : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur ;
- ✓ En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles **impliquant des données à caractère personnel** : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Les pénalités seront déduites du montant restant dû par la personne publique ou feront l'objet d'un ordre de reversement à l'encontre du titulaire.

Elles restent dues en cas de résiliation du marché.

CAS DE FORCE MAJEURE

Aucune des parties ne pourra être tenue responsable en cas d'inexécution ou de retard d'exécution résultant d'un cas de force majeure. Est considéré comme un cas de force majeure au sens du présent accord-cadre, tout fait ou circonstance irrésistible, imprévisible, extérieur et indépendant de la volonté des parties et qui ne peut être empêché par ces dernières malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

La charge de la preuve de l'existence et de l'effet de ces circonstances exonératoires incombe à la partie qui s'en prévaut. En cas de survenance d'une cause exonératoire, les parties s'engagent chacune pour ce qui la concerne, à déployer les efforts propres à en minimiser les conséquences ou à restaurer dans les plus brefs délais les conditions normales de l'exécution des engagements.

3.13.4 Réfactions

Il sera fait application des dispositions de l'article 34.3 du CCAG-TIC.

4. REGIME FINANCIER DU MARCHE

Le prix du présent marché public est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

4.1. Forme et contenu des prix

Les prix du marché public sont mixtes et seront réglés par application des prix renseignés dans l'annexe à l'acte d'engagement (cadre de réponse financier).

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations telles que visées à l'article 10.1.3 du CCAG-TIC.

Les prix sont réputés inclure : les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre (y compris toutes les réunions nécessaires), ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site, tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

4.2. Variation des prix

Les prix du marché public sont fermes lors de la première année d'exécution du marché public.

Ils seront révisés à chaque date anniversaire du marché public sur la base de la formule suivante :

$$P_n = P_o [0,20 + (0,80 \ln/I_o)]$$

Formule dans laquelle :

P_n = prix révisé

P_o = prix initial

I_n = dernière valeur connue de l'indice I à la date de révision contractuelle prévue ci-dessus

I_0 = dernière valeur de l'indice I connue le 1er jour du mois de la signature par le titulaire, de l'acte d'engagement contractualisé dans le cadre du présent marché public

I = L'indice de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'indice **SYNTEC**, consultable en cliquant sur le lien suivant :

<http://www.syntec.fr/>

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter, par simple échange de lettre et sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire :

- l'indice de remplacement publié, ou
- si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Le titulaire du marché public fera parvenir à la personne publique les prix révisés au moins quinze (15) jours calendaires avant la fin de la période d'exécution en cours. Cette révision sera effective qu'après acceptation expresse de la personne publique. A ce titre, le titulaire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, sur sa demande, toutes les justifications permettant de vérifier sa conformité. Il doit également indiquer dans sa proposition :

- ☞ La formule de révision
- ☞ La valeur des indices utilisés
- ☞ Les nouveaux tarifs applicables.

4.3. Dégressivité du prix forfaitaire annuel de la section 3 (maintenance standard)

A chaque date anniversaire du déclenchement de la section 3, une diminution du prix forfaitaire annuel de la maintenance standard, relative aux gains de productivité, sera appliquée conformément au cadre financier fixé à l'annexe de l'acte d'engagement.

4.4. Clause de sauvegarde

Dans le cas où la révision des prix conduirait à une augmentation supérieure à **3% des prix en vigueur**, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnité à verser au profit du titulaire.

4.5 Avance

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30% pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R.2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités prévues à l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

4.6 Modalités financières

4.6.1. Répartition des paiements

Le paiement des prestations se fera après décision d'admission des prestations dans le délai global de paiement indiqué à l'article 4.6.3.

- ☞ Le règlement des sections 1 et 2 interviendra après admission complète desdites phases.
- ☞ Les prestations relatives à la section 3 seront réglées trimestriellement à terme échu. Concernant la première année, le forfait annuel sera proratisé par rapport à la durée réelle de celle-ci conformément à l'article 3.2.5 « calendrier, déclenchement et délais d'exécution » du présent CCAP.
- ☞ Concernant toutes les autres prestations : le paiement se fera sur demande du titulaire après admission des prestations et sur présentation de factures, conformément au CCAG-TIC dans le respect du délai global de paiement indiqué à l'article 4.6.3 du présent CCAP. La demande de paiement doit correspondre au bon de commande.

4.6.2. Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

4.6.3. Délais de paiement et intérêts moratoires

Le délai global de paiement des acomptes, avances et du solde du marché public **ne pourra excéder trente (30) jours** à compter de la date de réception des factures par le pouvoir adjudicateur.

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs, acomptes ou du solde, dans le délai fixé par le marché donne lieu de plein droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et suivants et R. 2192-31 et suivants du code de la commande publique.

4.6.4. Modalités de facturation

L'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique a défini le calendrier rendant obligatoire la facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités locales et de leurs établissements publics respectifs.

Ainsi, pour les grandes entreprises et les personnes publiques, la transmission de factures dématérialisées est rendue obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2017. Cette obligation concerne les entreprises de taille intermédiaire depuis le 1^{er} janvier 2018, les PME depuis le 1^{er} janvier 2019 et les micro-entreprises à partir du 1^{er} janvier 2020.

Les catégories d'entreprises sont détaillées à l'article 3 du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique.

Présentation des demandes de paiement dématérialisées

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire du marché et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Exception faite des micro-entreprises, les factures doivent être dématérialisées. Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- ✓ le numéro de marché généré par l'application informatique Chorus (indiqué en page de garde de l'acte d'engagement) ;
- ✓ le numéro du bon de commande généré par l'application informatique Chorus ;
- ✓ le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par l'application informatique Chorus à savoir : FAC9510075.

Ces informations seront transmises au titulaire du marché par les services du pouvoir adjudicateur.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Pour être valables, les factures dématérialisées doivent être transmises en conformité avec l'arrêté du 30 décembre 2011 modifié par l'arrêté du 9 juillet 2013 relatif aux procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'Etat sous forme dématérialisée.

La transmission se fait, au choix du titulaire, par :

- ✓ un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information du fournisseur ou de son titulaire et l'application informatique « CHORUS ». La transmission de factures selon le mode « Flux » s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants :
 - ❖ FTPS, SFTP, HTTPS, PES-IT avec chiffrement TLS, AS/2 avec chiffrement SSL ;
 - ❖ via réseau privé virtuel chiffré : X400, HTTP, FTP, PES-IT.
- ✓ un mode « portail » nécessitant du fournisseur de l'État la saisie manuelle et non automatisée des éléments de facturation sur le portail internet. La transmission de factures selon le mode portail s'effectue à partir du portail internet mis à disposition des fournisseurs de l'État à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

4.6.5. Cession ou nantissement de créances

Le présent marché peut faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement de créances conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-62 du code de la commande publique. La personne compétente pour fournir les renseignements énumérés aux articles R.2191-46 à R.2191-53 du code de la commande publique est le secrétaire général du Conseil d'État.

4.6.6. Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions prévues au CCTP et au PAQM arrêté conjointement entre le titulaire et l'acheteur.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

↳ **L'acheteur :**

- Veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- Est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

↳ **Le titulaire du marché (attributaire) :**

- S'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans les documents de la consultation ;
- S'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'acheteur organiserait.

4.6.7. Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire du marché.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire du marché doit :

- ↳ Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- ↳ Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- ↳ Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, feront l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant sera strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire du marché.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire du marché est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur :

- ☞ Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- ☞ Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

5. DISPOSITIONS DIVERSES

5.1. Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par adresse électronique (messagerie) ou par courrier postal.

5.2. Langue utilisée

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

5.3. Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 téléchargeable sur :

- ❖ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- ❖ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declarationsous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne :

La nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG-TIC.

5.4. Propriété intellectuelle et utilisation des résultats

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP. Le présent accord-cadre fait application des articles 43 à 46 du CCAG-TIC.

Il sera fait application de l'option A du CCAG-TIC relative à la cession des droits d'utilisation sur les résultats.

5.5. Assurances

Le titulaire du marché public doit avoir justifié, au moment de la consultation et de la signature du marché et au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire des contrats d'assurances visés ci-dessous.

En tout état de cause, si les attestations n'ont pas été demandées ou produites à ces divers stades, ou si l'ayant été, elles doivent être à nouveau produites (attestation se révélant incomplète...). Elles devront être transmises dans le délai de quinze jours à compter de la notification du marché public et avant tout début d'exécution.

Le titulaire du marché public doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché public.

Le titulaire est tenu de transmettre au pouvoir adjudicateur, lors de la conclusion du marché et tous les six (6) mois jusqu'à la fin de son exécution, les pièces mentionnées à l'article R.2143-8 du code de la commande publique, et ce conformément à la réglementation fiscale et sociale en vigueur. A défaut le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché aux torts du titulaire.

Si la société ne transmet pas les attestations fiscales et sociales, il communique l'attestation sur l'honneur quant au respect de ses obligations en la matière, intégrée dans le dossier de consultation des entreprises

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire

5.6. Dispositif de vigilance

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254- 2 à D.8254-5 du code du travail.

A défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

5.7. Résiliation

Les dispositions des articles 39 à 46 du CCAG-TIC sont applicables au présent marché public auxquelles s'ajoutent les dispositions exposées ci-dessous.

5.7.1. Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50 du CCAG-TIC avec les précisions suivantes.

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation en cas de résiliation pour faute du titulaire.
- Postérieurement à la signature du marché public, si les renseignements ou documents à produire par le titulaire à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à la notification du marché s'avèrent inexacts, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.
- Le marché public pourra être résilié en application de l'article 10 du présent CCAP.

Si sur la durée totale du marché public, des pénalités de retard et ou réfections ont été

appliquées au moins trois fois, la personne publique se réserve la possibilité de résilier le marché public aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

Si sur la durée totale du marché public, des pénalités de retard d'un montant supérieur à 10% au montant total du règlement trimestriel d'une section ont été appliquées, la personne publique se réserve la possibilité de résilier le marché public aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

5.7.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 51 du CCAG-TIC, sans préjudice de l'application de ses dispositions au titre des alinéas 2 et 3, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant initial HT du marché public, diminué du montant HT non révisé des prestations admises.

5.7.3. Résiliation pour non-respect de la clause de sauvegarde

Le marché public pourra être résilié en application de l'article 5.7 du présent CCAP.

5.8. Réalisation des prestations aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché public prononcée aux torts du titulaire.

5.9. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'événement perturbateur fait obstacle à l'application de sanctions, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'événement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'événement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

5.10. Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAGTIC.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

5.11. Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire d'un groupement conjoint

Lorsque le mandataire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement et si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire, la personne publique se réserve, par dérogation à l'article 3.5 du CCAG-TIC, la possibilité soit :

- de prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché public ;
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre la réalisation des prestations après désignation d'un mandataire ;
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

5.12. Litiges et contentieux

Il est convenu entre les parties que seules les pièces contractuelles détenues par l'administration feront foi en cas de litige ou d'interprétation portant sur le présent marché public.

❖ Règlement amiable

L'acheteur et le titulaire du marché s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'acheteur et le titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

En cas de différent, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différents relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R2197-24 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions prévues au CCAG-TIC, la partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend.

❖ Recours contentieux

Les litiges nés à l'occasion de l'exécution du présent marché public entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire et qui ne peuvent être réglés à l'amiable relèvent de la compétence du tribunal administratif de Paris.

Coordonnées :

Tribunal administratif de Paris
7, rue de Jouy
75181 Paris cedex 04
Téléphone : 01.44.59.44.00
Télécopie : 01.44.59.46.46
Url : <https://www.telerecours.fr>

6. Dérogations au CCAG-TIC applicable

Liste des articles du CCAG-TIC en vigueur auxquels il est dérogé et intitulé des articles du CCAP par lequel sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	2
3	3.2.7
3.5	5.11
14.1	3.13.1
14.1.3	3.13
14.2	3.13.2

33	3.11.2
36.1	3.112